

# L'EURO COMME LEVIER DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

## ■ SOFIA FERNANDES

Chercheuse senior,  
Institut Jacques Delors

## ■ EULALIA RUBIO

Chercheuse senior,  
Institut Jacques Delors

L'Institut Jacques Delors présente la synthèse du débat sur le thème « L'euro comme levier de l'intégration européenne », qui s'est tenu lors de la réunion annuelle de son Comité européen d'orientation, le 9 décembre 2017, à l'Hôtel de l'Industrie (Paris).



Sur la base d'un discours introductif de François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, les participants ont débattu des principales avancées nécessaires pour parachever l'Union économique et monétaire (UEM).

La discussion a commencé par un court bilan de l'euro (1) et une présentation des arguments qui justifient l'impératif de compléter dès maintenant l'Union économique et monétaire (2). Le débat s'est ensuite centré sur quatre accélérateurs nécessaires pour renforcer l'UEM : un accélérateur macroéconomique (un instrument de prêt pour la stabilisation et un Fonds monétaire européen) (3.1.) ; un accélérateur microéconomique (une Union de financement pour l'investissement et l'innovation) (3.2.) ; un accélérateur budgétaire (un budget pour la zone euro) (3.3.) et un accélérateur institutionnel (un ministre des finances et un parlement pour la zone euro) (3.4). Enfin, la question a été posée de savoir si nous pouvons avoir une Union économique et monétaire (UEM) sans union politique (4).

## 1. Quel bilan de l'Union économique et monétaire ?

François Villeroy de Galhau a commencé par

rappeler le bilan positif de l'euro bien que certaines attentes macroéconomiques qui reposaient sur la monnaie commune ne se soient pas réalisées. On attendait que l'euro entraîne un renforcement du marché unique ; or les exportations en valeur vers l'extérieur de la zone euro sont aujourd'hui plus importantes que les exportations intra-zone euro, selon les données présentées par le gouverneur de la Banque de France. Malgré cela, il a été rappelé, pendant le débat, que l'euro a contribué à faciliter la concurrence entre les entreprises grâce à la comparabilité des prix.

L'euro était également censé engendrer une plus forte convergence entre les pays de la zone euro et renforcer la croissance économique et la création d'emplois. Cette convergence n'a pas eu lieu et la performance de la zone euro en termes de croissance et d'emplois a été moins bonne que celle des États-Unis. À l'évidence, malgré l'union monétaire, les États y participant ont présenté des performances économiques différentes, selon les réformes et les politiques économiques mises en place dans chaque pays.

Ce bilan décevant de « l'union économique » ne remet pas en cause, selon François Villeroy de Galhau, le succès de l'euro, qui est